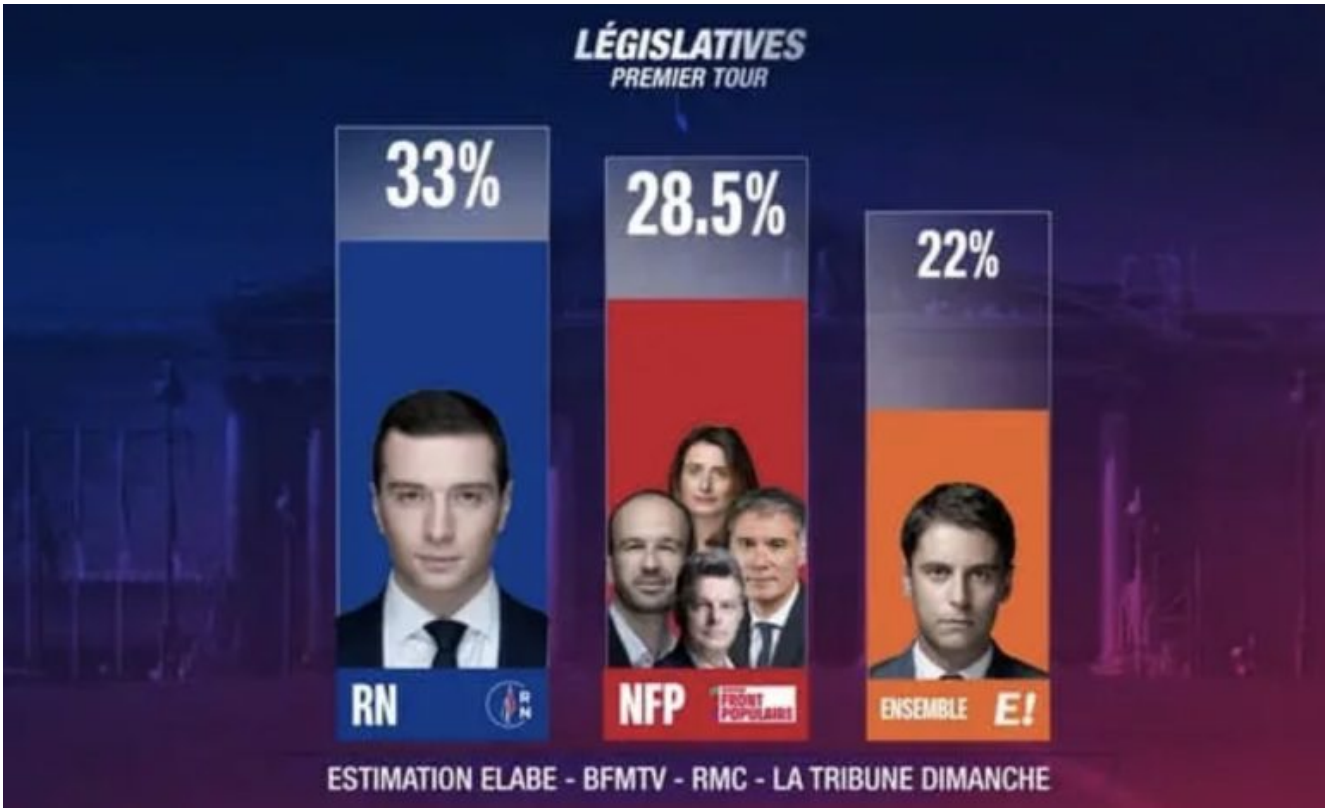
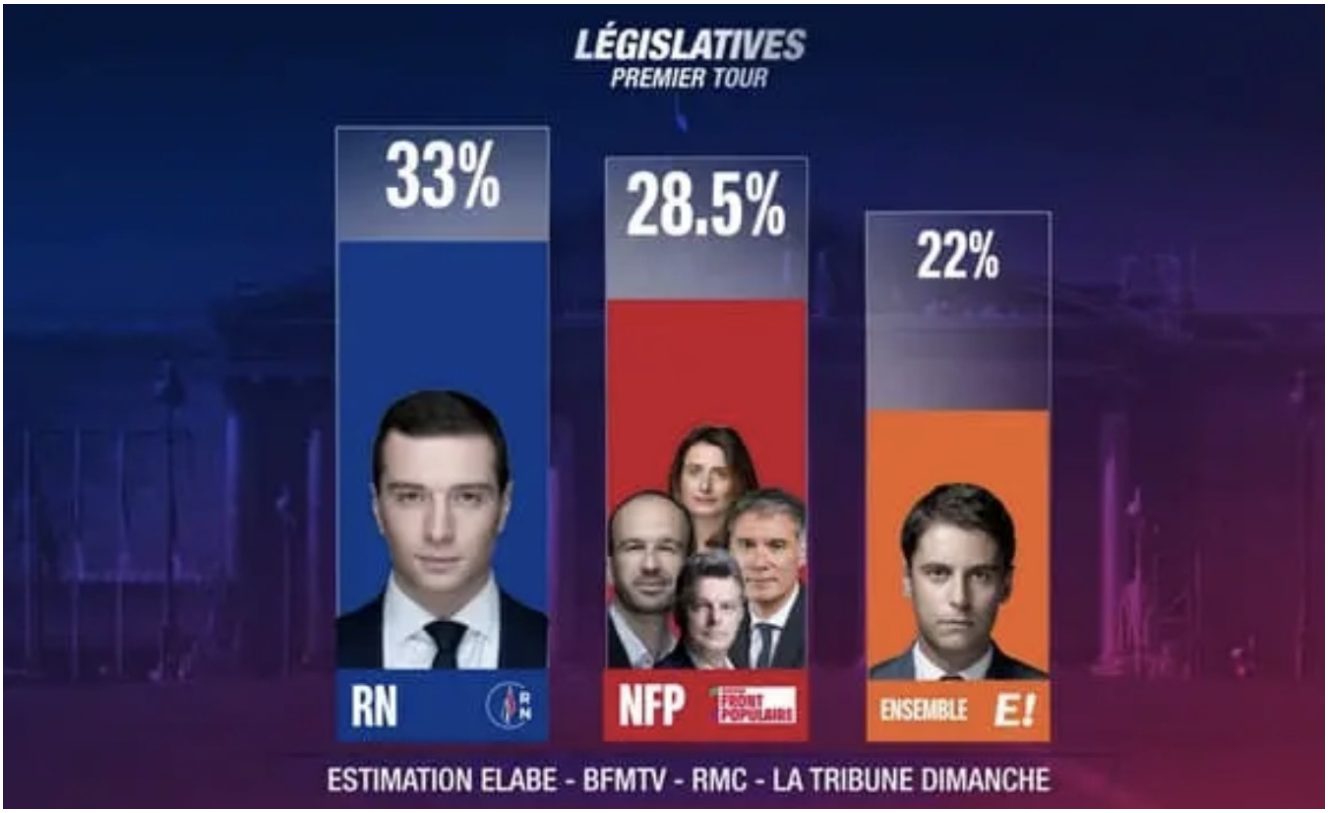
Mauvais perdant, Macron s’allie à la gauche et prépare un coup d’État administratif

écrit par Jacques Guillemain | 2 juillet 2024





Un premier tour sans appel, mais un deuxième tour difficile pour le RN qui aura du mal a obtenir la majorité absolue.
RN 33 %
Front de gauche 29 %
Majorité présidentielle 22 %
LR 9 %
250 triangulaires, mais qui vont se réduire comme peau de chagrin
Le Front républicain contre le RN est réclamé par Macron, qui ne condamne aucunement la menace du Front de gauche antisémite, anti-police, immigrationniste et islamophile.
Ça sent l'alliance Renaissance avec toute la gauche hors LFI.
On se dirige donc vers une Assemblée ingouvernable.

Mais en prévision d'une cohabitation avec le RN, toujours possible si les électeurs se rebellent, l'Élysée organise sa résistance.
Mauvais perdant, Macron placerait ses fidèles aux postes clé pour paralyser Bardella.

En annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale au soir du 9 juin et en prétendant rendre la parole au peuple, Macron endossait le rôle du garant de la démocratie à l'écoute du peuple souverain. Ce n'était qu'une hypocrite pièce de théâtre, longuement mûrie depuis des semaines.
En réalité, Macron se fiche du peuple et le méprise. Il a cru rafler la mise en pariant sur un éclatement de la gauche et en misant sur la diabolisation du RN. Tout faux !

Mais si la majorité subit une défaite aussi humiliante que cuisante, Macron, en parfait petit dictateur, n'a nullement l'intention de lâcher le pouvoir et de respecter le verdict des urnes.

Selon le JDD, ce mauvais perdant a déjà programmé toute une série de nominations aux postes clé pour court-circuiter la future alternance et paralyser le gouvernement de Bardella si celui-ci s'installe à Matignon.
Préfets, rapporteurs à la Cour des comptes, recteurs d'académie et directeurs d'administration centrale, diplomates, militaires de haut rang… autant de postes au sommet de l'État qui peuvent être conservés par le camp macroniste, puisque la Constitution prévoit que le Président nomme aux emplois civils et militaires de l'État.
Une valse des préfets se prépare.
"Un coup d'État administratif" craignent certains éléments du RN.

Face à cette guerre entre l'Élysée et Matignon, les avis sont partagés.
Les optimistes du camp victorieux misent sur la loyauté et la neutralité des grands serviteurs de l'État, ceux-ci se pliant aux ordres de leur hiérarchie.
Les pessimistes pensent que nombre de hauts fonctionnaires resteront fidèles à Macron et feront jouer la "clause de

conscience” pour s’opposer à l’extrême droite.
Personnellement, je pense que ces hauts fonctionnaires auront tout intérêt à respecter le choix du peuple souverain plutôt que de nuire au bon fonctionnement du pays.
Le sens de l’État et l’intérêt général devraient prévaloir chez tous ces grands serviteurs de la nation, quelle que soit la cohabitation sortie des urnes.

Pour Philippe de Villiers, interrogé sur ce coup de force de Macron, qui tenterait de faire main basse sur les postes de décision, nous serions en présence d’un coup d’État, un acte de subversion relevant de la Haute Cour. Macron doit impérativement respecter le verdict des urnes.
Les fonctionnaires qui envisagent la désobéissance civique sont des antidémocrates qui veulent saboter le fonctionnement de l’État et doivent être sanctionnés et écartés.
Ces rumeurs de captation du pouvoir par Macron sont le signe d’un régime aux abois, prêt à toutes les turpitudes pour conserver le pouvoir au mépris de la démocratie.
Inacceptable pour Philippe de Villiers.
Jacques Guillemain

https://ripostelaique.com/mauvais-perdant-macron-sallie-a-la-gauche-et-prepare-un-coup-detat-administratif.html